

Lettre ouverte à  
Olivier Véran  
Ministre des Solidarités et de la Santé

Paris le 19 mars 2020

Monsieur le ministre,

Engagés sur le terrain en matière de sécurité sanitaire (amiante, sécurité routière, tabac, etc.) depuis longtemps, nous savons que les décisions ne suffisent pas et que l'organisation et la mise en œuvre pratique sont essentiels. Quand l'ordre de grandeur du nombre de victimes est la dizaine de milliers, les détails se mesurent en milliers.

Le président de la République nous a appris le 16 mars que nous sommes en guerre. Cette déclaration tardive ne fait que souligner les carences décisionnelles qui ont conduit à la situation actuelle. En annonçant en termes vagues le confinement, le président a provoqué une gigantesque transhumance des villes vers les campagnes qui aura eu pour effet de faire circuler le virus dans des villages où il n'était pas encore arrivé. Ce qui est fait est fait, mais deux erreurs de stratégie préventive peuvent encore être corrigées et doivent l'être le plus rapidement possible: la détection et l'isolement des personnes infectées d'une part et le port du masque d'autre part.

Alors que l'OMS recommande de pratiquer massivement des tests, notre pays a choisi l'option contraire, en ne les pratiquant que pour les personnes dont l'état nécessitait une hospitalisation. Dans une pandémie, ne pas suivre les recommandations générales de l'OMS sans produire de justifications scientifiques n'est pas acceptable. La stratégie qui consiste à ne pas tester les personnes ayant les symptômes caractéristiques et à seulement leur recommander de rester chez elles, sans même leur fournir de masque, c'est l'assurance de contaminer à chaque fois tout le foyer et de répandre un peu plus largement le virus. Il faut tester et isoler les personnes contaminées, quand bien même leur état ne nécessite aucun soin. Cela peut se faire en réquisitionnant des hôtels et des dortoirs de lycées.

On n'envoie pas les soldats au combat sans leur donner des casques. Faute de disposer d'un nombre suffisant de masques, la position du gouvernement et de la direction générale de la santé a été de dire qu'ils ne servaient à rien en dehors de l'équipement des personnels hospitaliers. Ceci est faux. Ils protègent doublement : ils évitent à ceux qui sont porteurs du virus (souvent sans le savoir) de le transmettre et évitent à ceux qui ne le sont pas de le récupérer. Les pays du sud-est asiatique arrivent à maîtriser l'épidémie sans confinement et le port généralisé du masque est un des éléments de leur stratégie. Le gouvernement doit organiser la production de masques, préciser les conditions à remplir pour assurer leur intérêt et édicter des consignes précises pour leur bon usage. Des modèles artisanaux ont été proposés, accessibles sur tous nos ordinateurs. Attendre des autorisations pour lancer une production industrielle est une erreur grave. La taille du virus n'est pas une objection à l'efficacité des masques artisanaux. Le virus est véhiculé par des gouttelettes d'eau au moment de la toux et ces gouttelettes ne traversent pas les tissus imperméables. Si toutes les familles produisaient dans les jours qui viennent des masques artisanaux, leurs utilisateurs auraient déjà l'avantage de ne pas se frotter la figure, le nez et la bouche pendant leurs courses. De même, la gestion des gels hydroalcooliques est totalement défailante. Aujourd'hui encore ils manquent dans beaucoup de pharmacies. Il ne suffit pas d'autoriser les pharmaciens à en produire, il faut leur imposer et surtout organiser l'intendance pour que ce soit possible.

La qualité de la gestion de cette épidémie va dépendre de l'aptitude des structures publiques à gérer un ensemble de détails. Nous sommes confrontés aux tergiversations de décideurs qui par idéologie, incompétence et absence de courage se refusent à prendre les mesures nécessaires pour protéger les

citoyens. Chaque jour, nous avons droit à de nouvelles propositions, au lieu d'organiser, comme l'ont fait les Chinois, un confinement maximal et une réduction maximale du risque lors des sorties obligatoires. Encore combien de morts pour que l'État qui appelle à la responsabilité de chacun assume totalement les siennes ?

Veillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Claude Got, professeur de médecine

Catherine Hill, épidémiologiste

Michel Parigot, chercheur en Mathématiques au CNRS, président du Comité anti-amianté Jussieu

Chantal Perrichon, présidente de la Ligue contre la violence routière